Décision n° 2018-896-UM portant nomination de Monsieur Gilles MONTAGNE en qualité de Directeur de l’École Doctorale n°463 Sciences du Mouvement Humain (SMH)

Le Président de l’Université de Montpellier

Vu le Code de l’Education et notamment son art. L712-2,
Vu le volet spécifique Université de Montpellier du Contrat de Site 2015-2019 de la Communauté d’Université et d’Établissements Languedoc Roussillon Université et notamment son annexe 4 « Recherche »,
Vu la délibération n°2015-01-06-01 du conseil d’administration de l’Université de Montpellier en date du 6 janvier 2015 élisant Monsieur Philippe AUGÉ, Président de l’Université de Montpellier,
Vu l’arrêté ministériel en date du 2 mars 2017, portant nomination et classement de Monsieur Romain JACQUET dans l’emploi de Directeur Général des Services de l’Université de Montpellier, à compter du 1er mars 2017 au 28 février 2022,
Vu l’arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat,
Vu l’arrêté du 5 février 2018 accédant l’Université de Montpellier en vue de la délivrance de diplômes nationaux,
Vu la délibération n°2018-11-05-07 de la commission de la recherche de l’Université de Montpellier en date du 11 juin 2018 portant nomination de Monsieur Gilles MONTAGNE en qualité de Directeur de l’École Doctorale n°463, SMH, en remplacement de Monsieur Reinoud BOOTSMA et portant nomination de Monsieur Stéphane PERREY en qualité de Directeur adjoint de l’École Doctorale n°463, SMH, en remplacement de Monsieur Alain VARRAY,
Vu la décision n°2018-894-UM portant fin de fonction de Monsieur Reinoud BOOTSMA en qualité de Directeur de l’École Doctorale n°463, SMH,
Vu l’avis de l’Université Aix-Marseille,

DÉCIDE :

Article 1 – Nomination

Monsieur Gilles MONTAGNE, Professeur des Universités à l’Université Aix-Marseille, est nommé Directeur de l’École Doctorale n° 463, Sciences du Mouvement Humain (SMH), à compter du 1er septembre 2018, en remplacement de Monsieur Reinoud BOOTSMA.

Article 2 - Mesures d’exécution et de publicité

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé des mesures d’exécution et de publicité de la présente décision.

Montpellier, le 20 décembre 2018

Le Président de l’Université de Montpellier

[Signature]

Philippe AUGÉ
VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Vous pouvez contester la présente décision, soit directement par la voie contentieuse, soit en formant au préalable, un recours administratif qui préserve le délai du recours contentieux.

Le recours contentieux doit être déposé dans les deux mois qui suivent la notification de la décision que vous contestez auprès

- du Tribunal Administratif de Montpellier, 6, rue Pitot, CS 99002 - 34063 Montpellier cedex2 pour les personnels qui résident dans l'Aude, l'Hérault ou les Pyrénées Orientales ;

- du Tribunal Administratif de Nîmes, 16, avenue Feuchères, CS 88010, 30941 Nîmes cedex09, pour les personnels qui résident dans le Gard et la Lozère.

Le délai de deux mois est un délai franc qui court le lendemain de la date de notification et/ou de l'affichage (ex. le délai pour contester une décision notifiée le 4 janvier court à partir du 5 janvier pour s'achever le 5 mars).

Le recours administratif peut prendre la forme d'un recours gracieux adressé à l'auteur de la décision contestée ou celle d'un recours hiérarchique auprès de l'autorité hiérarchique supérieure.

Saisie de votre recours administratif, l'administration peut :

- soit vous donner entièrement ou partiellement satisfaction, dans les deux mois qui suivent votre recours,

- soit rejeter votre demande, dans les deux mois qui suivent votre recours, par une décision expresse ou par une décision implicite de rejet en gardant le silence pendant plus de deux mois à votre réclamation.

Dans le cas d'une décision expresse ou implicite de rejet résultant de votre recours administratif, vous disposez de deux mois, délai franc, pour déposer un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier ou de Nîmes le cas échéant (articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative).